

MINISTÈRE DES FINANCES

19 MAI 1972. — Arrêté royal portant fixation de certaines dispositions statutaires du personnel de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, telle qu'elle a été ultérieurement modifiée;

Vu la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967 et l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 20 janvier 1972;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — Généralités

Article 1. La qualité d'agent de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite est reconnue à toute personne nommée à titre définitif dans le cadre du personnel permanent de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Sont soumis au présent statut administratif les agents de la Caisse Générale à l'exclusion du directeur général et du directeur général adjoint.

Art. 2. Les grades qui peuvent être conférés aux agents de la Caisse Générale sont déterminés à l'annexe I du présent arrêté.

Ces grades sont répartis en niveaux et rangs.

CHAPITRE II. — Du recrutement

Art. 3. Les agents de la Caisse Générale sont recrutés dans un des grades déterminés à l'annexe II du présent arrêté.

Le recrutement s'effectue par voie de concours dont l'organisation est décidée par le conseil d'administration et qui se déroule conformément aux dispositions du chapitre V.

Art. 4. Le conseil d'administration peut recruter également dans les grades des rangs 14, 13, 12 et 11, par une décision motivée qui fixe les aptitudes, les qualifications et les conditions particulières requises et qui constate qu'aucun agent de la Caisse Générale ne remplit ces exigences pour occuper l'emploi par promotion.

Art. 5. Le grade de directeur peut être conféré sans concours de recrutement. Dans ce cas, le conseil d'administration nomme après comparaison des titres et des aptitudes des candidats.

L'intention de procéder au recrutement sans concours doit être préalablement portée à la connaissance des agents des rangs 14 et 13 par ordre de service qui mentionne les qualifications et les conditions particulières essentiellement requises.

Ces agents disposent d'un délai d'au moins quinze jours à compter de la publication de l'ordre de service pour introduire leur candidature auprès du directeur général.

Les candidatures des titulaires du grade de premier conseiller sont examinées en premier lieu; les autres candidatures ne sont prises en considération que lorsqu'aucun candidat de ce premier groupe n'est retenu.

Avant de faire rapport au conseil d'administration, le directeur général prend l'avis motivé du collège des directeurs au sujet des candidatures.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

19 MEI 1972. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van sommige statutaire bepalingen voor het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1865 houdende oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas, zoals zij later is gewijzigd;

Gelet op de wet van 16 maart 1954, betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957, het koninklijk besluit nr 4 van 18 april 1967 en het koninklijk besluit nr 88 van 11 november 1967;

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

Gelet op het advies van de Adviserende Personeelscommissie van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van het Openbaar Ambt gegeven op 20 januari 1972;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De hoedanigheid van personeelslid van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas wordt verleend aan eenieder die definitief benoemd is in het kader van het vast personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Alle personeelsleden van de Algemene Kas, met uitzondering van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal, zijn onderworpen aan dit administratief statuut.

Art. 2. De graden die aan de personeelsleden van de Algemene Kas kunnen worden verleend, zijn vastgesteld in bijlage I van dit besluit.

Die graden worden ingedeeld in niveaus en rangen.

HOOFDSTUK II. — Werving

Art. 3. De personeelsleden van de Algemene Kas worden gewonnen in een van de graden bepaald in bijlage II van dit besluit.

De werving vindt plaats door middel van een vergelijkend examen dat wordt georganiseerd wanneer de raad van beheer daartoe besluit en dat verloopt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V.

Art. 4. De raad van beheer mag ook in de graden van de rangen 14, 13, 12 en 11 aanwerven bij een met redenen omklede beslissing die de vereiste geschiktheid, kwalificaties en bijzondere voorwaarden bepaalt en vaststelt dat geen personeelslid van de Algemene Kas voldoet aan die vereisten om de betrekking bij wege van bevordering te verkrijgen.

Art. 5. De graad van directeur kan zonder vergelijkend wervings-examen worden verleend. In dat geval benoemt de raad van Beheer na vergelijking van de aanspraken en de geschiktheid van gegadigden.

De bedoeling zonder vergelijkend examen tot werving over te gaan moet vooraf worden meegedeeld aan de personeelsleden van de rangen 14 en 13 bij dienstorder die aangeeft welke kwalificaties en bijzondere voorwaarden hoofdzakelijk geëist worden.

Deze personeelsleden beschikken over een termijn van ten minste vijftien dagen — te rekenen vanaf de publicatie van de dienstorder — om zich kandidaat te stellen bij de directeur-generaal.

De candidaturen van de houders van de graad van eerste adviseur worden eerst onderzocht; de andere candidaturen komen slechts in aanmerking wanneer geen enkele kandidaat uit de eerste groep weerhouden wordt.

Alvorens bij de raad van beheer verslag uit te brengen vraagt de directeur-generaal het met redenen omkleed advies van de vergadering der directeurs over de candidaturen.

Lorsque, après examen des candidatures, le conseil d'administration constate qu'aucun de ces agents ne réunit les conditions requises ou n'a les aptitudes d'intelligence et de caractère voulues, il est fait appel aux candidatures conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 2.

Art. 6. Pour tout recrutement au niveau 1, le conseil d'administration peut, par décision motivée, renoncer à l'organisation d'un concours lorsqu'il estime que l'emploi n'est pas susceptible d'être judicieusement conféré par cette voie.

L'appel aux candidatures est inséré au *Moniteur belge* au moins quinze jours avant la date de clôture du dépôt des candidatures. Il est également et dans le même délai, porté à la connaissance du personnel de la Caisse Générale par ordre de service. Si le directeur général le juge opportun, cet appel peut, en outre, être publié par tout autre moyen.

Le conseil d'administration admet au stage après comparaison des titres et des aptitudes des candidats.

CHAPITRE III. — De la promotion

§ 1. Généralités

Art. 7. La promotion et le changement de grade ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi du grade à conférer, sauf s'il s'agit d'une promotion à l'intérieur d'un groupe de grades pour lesquels un nombre global d'emplois est fixé.

§ 2. De l'accession au niveau 1

Art. 8. L'accession au niveau 1 par promotion aux grades de chef de bureau, d'informaticien A ou d'inspecteur adjoint d'agences de 2e classe se fait par voie de concours.

Sont admis à se présenter à ces concours les titulaires des grades et qualifications mentionnés dans la colonne 3 du tableau qui consigne l'annexe III du présent arrêté, en regard des grades mentionnés à l'alinéa 1er, et qui sont repris à la colonne 2 de ladite annexe.

§ 3. De l'avancement (en niveau 1)

Art. 9. Les grades des rangs 11 à 14 mentionnés à la colonne 2 du tableau qui constitue l'annexe III du présent arrêté peuvent être conférés par avancement de grade, suivant les règles déterminées au présent paragraphe, aux titulaires des grades et qualifications mentionnés en regard dans la colonne 3 de ladite annexe.

Art. 10. Le conseil d'administration peut, par décision motivée, déroger à l'article 13 et attribuer le grade et l'emploi à un agent du grade ou du rang inférieur qui n'est pas le plus ancien; il peut, de même, réduire le délai d'ancienneté prévu aux articles 14 et 15.

Art. 11. Un agent ne peut obtenir une promotion par avancement de grade, que s'il a au moins le signalement « très bon ».

Ce signalement doit avoir été attribué au plus tard lors de l'attribution des signalements qui se situe dans la deuxième année qui précède celle où la nomination a effet.

En ce qui concerne les nominations régies par les articles 14 et 15, l'agent qui ne réunit pas les conditions de signalement à l'époque prévue pour la nomination est nommé à la première date anniversaire de sa nomination au grade précédent qui suit l'instant où il réunit ces conditions.

Art. 12. L'intention de pourvoir par avancement de grade à un emploi de premier conseiller est portée par ordre de service à la connaissance des agents du rang 13.

Ces agents disposent d'un délai d'au moins quinze jours à compter de la publication de l'ordre de service pour introduire leur candidature auprès du directeur général.

Avant de faire rapport au conseil d'administration, le directeur général prend l'avis motivé du collège des directeurs au sujet de ces candidatures.

Le conseil d'administration nomme après comparaison des titres et des mérites des candidats.

Art. 13. L'avancement de grade aux emplois du rang 13, de chef de service ou d'inspecteur d'agences, est accordé au titulaire du grade et de la qualification requis qui possède la plus grande

Wanneer de raad van beheer, na onderzoek van deze kandidaturen, constateert dat niemand onder die personeelsleden aan de gestelde eisen voldoet of die vereiste geschiktheid inzake intellect of karakter bezit, worden de kandidaten opgeroepen op de onder artikel 6, tweede lid aangegeven wijze.

Art. 6. Voor iedere werving in niveau 1 mag de raad van beheer bij een met redenen omklede beslissing ervan afzien een vergelijkend examen te organiseren als hij oordeelt dat de betrekking op die wijze niet oordeelkundig kan worden verleend.

De oproep tot gegadigden wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt ten minste vijftien dagen vóór de dag waarop de inschrijving wordt gesloten. De oproep wordt ook binnen dezelfde termijn bij dienstorder ter kennis van het personeel van de Algemene Kas gebracht. Indien de directeur-generaal het dienstig acht, mag die oproep ook door enig ander middel worden bekendgemaakt.

De raad van beheer laat tot de stage toe na de titels en de bekwaamheden van de kandidaten vergeleken te hebben.

HOOFDSTUK III. — Bevordering

§ 1. Algemene bepalingen

Art. 7. Bevordering en verandering van graad zijn alleen mogelijk wanneer een betrekking van de toe te kennen graad vacant is, behalve indien het een bevordering betreft binnen een groep graden waarvoor een globaal aantal betrekkingen vastgesteld is.

§ 2. Overgang naar niveau 1

Art. 8. De overgang naar niveau 1 door bevordering vindt plaats door middel van een vergelijkend examen in de graden van bureau-chef, informaticus A of adjunct-inspecteur van agentschappen 2e klasse.

Aan die vergelijkende examens mogen deelnemen degenen die de graden en de kwalificaties hebben welke worden genoemd in kolom 3, van de tabel in bijlage III, van dit besluit, tegenover de graden die in het eerste lid worden genoemd en voorkomen in kolom 2, van dezelfde bijlage.

§ 3. Verhoging in graad (in niveau 1)

Art. 9. De graden van de rangen 11 tot 14 die voorkomen in kolom 2 van de tabel in bijlage III van dit besluit, kunnen door verhoging in graad en volgens de in deze paragraaf bepaalde regels worden toegekend aan de houders van de graden en kwalificaties die daartegenover in kolom 3, van de gezegde bijlage genoemd worden.

Art. 10. De raad van beheer mag door een met redenen omklede beslissing afwijken van artikel 13 en de graad en betrekking toekennen aan een personeelslid van de lagere graad of rang die niet de hoogste anciënniteit heeft; hij mag overeens de anciënniteitsduur bepaald bij de artikelen 14 en 15 inkorten.

Art. 11. Een personeelslid kan slechts worden bevorderd door verhoging in graad indien het ten minste de beoordeling « zeer goed » heeft gekregen.

De beoordeling moet ten laatste toegekend zijn bij de toekenning van de beoordelingen in het tweede jaar voor dit waarin de benoeming ingaat.

Voor de benoemingen overeenkomstig de artikelen 14 en 15, wordt het personeelslid dat op het voor de benoeming voorzien tijdstip niet aan de vereiste beoordelingsvoorwaarden voldoet, benoemd op de eerste verjaardag van zijn benoeming tot de vorige graad die volgt op het ogenblik dat hij aan die voorwaarden voldoet.

Art. 12. De bedoeling door verhoging in graad te voorzien in een betrekking van eerste adviseur wordt bij dienstorder ter kennis gebracht van de personeelsleden van rang 13.

Deze personeelsleden beschikken over een termijn van ten minste vijftien dagen — te rekenen vanaf de publicatie van de dienstorder — om zich kandidaat te stellen bij de directeur-generaal.

Alvorens aan de raad van beheer verslag uit te brengen, vraagt de directeur-generaal het met redenen omkleed advies van de vergadering der directeurs over die kandidaturen.

De raad van beheer benoemt na de titels en de verdiensten van de kandidaten vergeleken te hebben.

Art. 13. Verhoging in graad in de betrekkingen van rang 13, van dienstchef of van inspecteur van agentschappen, wordt toegekend aan de houder van de vereiste graad en kwalificatie met de hoogste

ancienneté dans son grade, ou, lorsque plusieurs grades d'un même rang y donnent accès, dans le rang de son grade.

Art. 14. Les grades de conseiller et d'informaticien C sont conférés aux titulaires des grades et des qualifications requis quand ils atteignent une ancienneté de six ans dans ce grade.

Art. 15. Le grade de conseiller adjoint est conféré au titulaire du grade d'attaché quand il atteint une ancienneté de quatre ans dans ce grade.

Les grades de chef de service adjoint, d'informaticien B, d'inspecteur adjoint d'agences de 1re classe et de traducteur réviseur principal sont conférés aux titulaires des grades et qualifications requis quand ils atteignent une ancienneté de six ans dans ce grade; ce délai est toutefois de quatre ans pour la nomination au grade d'informaticien B lorsque l'intéressé est en possession du diplôme requis, conformément à l'article 22, 2°, pour accéder au grade d'informaticien A par voie de recrutement.

§ 4. Du changement de grade (en niveau 1)

Art. 16. Le conseil d'administration pourvoit à l'emploi de secrétaire général en attribuant ce grade par changement de grade à un titulaire du grade de directeur.

Art. 17. Le conseil d'administration peut pourvoir aux emplois d'inspecteur adjoint d'agences de 2e classe en attribuant le grade par voie de concours à un titulaire des grades et qualifications mentionnés en regard dans la colonne 4 de l'annexe III du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — De l'ancienneté

Art. 18. Pour l'application des dispositions du présent statut qui se fondent sur l'ancienneté, l'ordre de préférence entre agents dont l'ancienneté doit être comparée est déterminé par l'ancienneté dans le grade, à l'exception des cas où une disposition particulière prend en considération l'ancienneté dans le rang.

A égalité d'ancienneté de grade qui résulte de nominations à la même date, l'ordre de préférence est déterminé par l'ordre, s'il y en a un, dans lequel, suivant les règles de recrutement et de promotion, les nominations ont été faites et lorsqu'un tel ordre n'existe pas, par l'ancienneté dans le grade antérieur. Le cas échéant, ces règles sont appliquées, successivement, aux grades antérieurs du niveau.

A égalité d'ancienneté de rang qui résulte de nominations à la même date, l'ordre de préférence est déterminé par l'ordre, s'il y en a un, dans lequel, suivant les règles de recrutement et de promotion, les nominations à un grade de ce rang ont été faites et lorsqu'un tel ordre n'existe pas, par l'ancienneté dans le rang antérieur. Le cas échéant, ces règles sont appliquées successivement aux rangs antérieurs du niveau.

A égalité d'ancienneté de grade ou de rang qui résulte uniquement de l'application de l'article 19, alinéa 2, l'ordre de préférence est déterminé par l'ordre d'appel en service.

Lorsque, dans les cas visés aux alinéas qui précèdent, aucun ordre de préférence ne peut être établi, l'agent le plus âgé est censé avoir la plus grande ancienneté.

Art. 19. Pour l'ancienneté de grade, de rang, de niveau ou de service, les services admissibles sont comptés à partir de la date de la nomination à titre définitif, respectivement, à ce grade, à un grade de ce rang, à un grade de ce niveau ou en qualité d'agent de la Caisse Générale; il est tenu compte d'un effet rétroactif formel qui serait rattaché à une nomination.

En ce qui concerne l'ancienneté, la nomination subordonnée à un stage est faite avec effet rétroactif à la date fixée pour l'admission au stage, ou, si l'admission au stage a été ajournée pour des raisons de convenances personnelles ou par la faute de l'intéressé, à la date effective de l'admission au stage. L'effet rétroactif est toutefois réduit à concurrence de la période de prolongation de stage qui résulterait de l'application de l'article 35 et de toute période d'interruption de service qui, en application de l'article 20, ne serait pas admissible pour le calcul de l'ancienneté.

Art. 20. Pour le calcul de l'ancienneté sont admissibles, au même titre que les services effectifs accomplis en qualité d'agent de la Caisse Générale, les congés :

1° ordinaires pour vacances annuelles, circonstances personnelles, ainsi que les congés pré- et postnataux;

ancienneté in zijn graad of in de rang van zijn graad indien verscheidene graden van een zelfde rang voor de bevordering in aanmerking komen.

Art. 14. De graden van adviseur en informaticus C, worden toegekend aan de houders van de vereiste graden en kwalificaties wanneer ze zes jaar ancienniteit hebben in die graad.

Art. 15. De graad van adjunct-adviseur wordt toegekend aan de houder van de graad van attaché wanneer hij vier jaar ancienniteit heeft in die graad.

De graden van adjunct-dienstchef, informaticus B, adjunct-inspecteur van agentschappen 1e klasse en van eerste aanwezig vertaler-revisor worden toegekend aan de houders van de vereiste graden en kwalificaties, wanneer ze zes jaar ancienniteit hebben in die graad; die termijn wordt gebracht op vier jaar voor de benoeming tot de graad van informaticus B, indien het betrokken personeelslid houder is van het overeenkomstig artikel 22, 2°, vereiste diploma om door werving opgenomen te worden in de graad van informaticus A.

§ 4. Verandering van graad (in niveau 1)

Art. 16. De raad van beheer voorziet in de betrekking van secretaris-generaal door die graad door verandering van graad toe te kennen aan een houder van de graad van directeur.

Art. 17. De raad van beheer mag in de betrekkingen van adjunct-inspecteur van agentschappen 2e klasse voorzien door die graad op grond van een vergelijkend examen toe te kennen aan een houder van de graden en kwalificaties die daartegenover in kolom 4 van bijlage III, bij dit besluit genoemd worden.

HOOFDSTUK IV. — Ancienniteit

Art. 18. Voor de toepassing van de bepalingen van het onderhavige statuut die uitgaan van de ancienniteit, wordt de voorrang onder personeelsleden van wie de ancienniteit moet vergeleken worden, bepaald door de graadancienniteit, behalve indien, ingevolge een bijzondere bepaling, de rangancienniteit in aanmerking dient genomen te worden.

Bij gelijke graadancienniteit als gevolg van benoemingen op dezelfde datum, wordt de voorrang bepaald door de orde, zo er een is, waarin, volgens de regels van werving en bevordering, de benoemingen gedaan werden en, indien een dergelijke orde niet bestaat, door de ancienniteit in de vorige graad. Bij voorkomend geval worden die regels achtereenvolgens toegepast op de vorige graden van het niveau.

Bij gelijke rangancienniteit als gevolg van benoemingen op dezelfde datum, wordt de voorrang bepaald door de orde, zo er een is, waarin, volgens de regels van werving en bevordering, de benoemingen tot een graad van die rang gedaan werden en, indien een dergelijke orde niet bestaat, door de ancienniteit in de vorige rang. Bij voorkomend geval worden die regels achtereenvolgens toegepast op de vorige rangen van het niveau.

Bij gelijke graad- of rangancienniteit uitsluitend ingevolge de toepassing van artikel 19, tweede lid, wordt de voorrang bepaald door de orde van indienstroeping.

Wanneer geen voorrang kan bepaald worden in de gevallen bedoeld in de vorige leden, wordt het oudste personeelslid geacht ook de hoogste ancienniteit te hebben.

Art. 19. Voor de graad-, rang-, niveau- of dienstancienniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum van de definitieve benoeming, respectievelijk tot die graad, tot een graad van die rang, tot een graad van dat niveau of als personeelslid van de Algemene Kas; er wordt rekening gehouden met de uitdrukkelijke terugwerking die aan de benoeming zou gegeven zijn.

Ten aanzien van de ancienniteit, wordt de benoeming waarvoor een stage vereist is, gedaan met terugwerking tot de datum die voor de toelating tot de stage bepaald was of, indien de toelating tot de stage om persoonlijke redenen of door de fout van de belanghebbende uitgesteld werd, tot de datum waarop hij werkelijk tot de stage is toegelaten. De terugwerking wordt evenwel verminderd met de periode waarvoor de stage verlengd mocht zijn ingevolge toepassing van artikel 35 en met elke periode van dienstonderbreking die, krachtens artikel 20, niet in aanmerking zou kunnen komen voor het berekenen van de ancienniteit.

Art. 20. Voor de berekening van de ancienniteit worden met werkelijke diensten als personeelslid van de Algemene Kas gelijkgesteld :

1° de jaarlijkse vakantie, het verlof voor persoonlijke aangelegenheden en het voor- en nabevallingsverlof;

2° en vue de l'accomplissement de certaines prestations militaires;

3° pour cause de maladie ou d'infirmité;

4° d'ordre social ou familial;

5° pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel;

6° pour activité syndicale;

7° pour mission.

Ne sont pas admissibles pour le calcul de l'ancienneté les autres interruptions de service lorsqu'elles sont dues au fait ou à la faute de l'agent.

CHAPITRE V. — Des concours

Art. 21. Pour se présenter à un concours de recrutement, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 35 ans pour les candidats à un grade du niveau 1 et à 30 ans pour les candidats à un grade des autres niveaux, le jour de la clôture des inscriptions au concours. Toutefois, lorsque la nature de la fonction l'exige ainsi que lorsqu'il est fait application de l'article 4, le conseil d'administration peut fixer une autre limite d'âge.

Les conditions de limite d'âge ne sont toutefois pas applicables aux candidats qui ont déjà la qualité d'agent de la Caisse Générale ou la qualité de stagiaire.

Lorsqu'en application des articles 5 ou 6, il est procédé au recrutement sans concours, les candidats doivent également répondre à ces conditions; toutefois, le conseil d'administration peut fixer une autre limite d'âge que celle prévue au 5° ci-dessus.

Art. 22. Sont admis à se présenter à un concours de recrutement :

1° pour le grade de chef de bureau : les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études d'enseignement supérieur autorisant l'admission aux emplois du niveau 1 dans les administrations de l'Etat;

2° pour les grades d'attaché, d'informaticien A et de traducteur-réviseur : les porteurs des diplômes déterminés par le conseil d'administration suivant la nature de l'emploi pour lequel il est procédé au recrutement.

Art. 23. Le conseil d'administration fixe les modalités des concours, le programme des épreuves, les conditions particulières éventuellement requises dans le chef des candidats ainsi que la composition des jurys.

Le directeur général désigne les membres des jurys et fixe le délai pendant lequel les inscriptions seront reçues.

Le conseil d'administration clôt le procès-verbal du concours.

Art. 24. L'organisation des concours, les conditions de participation et les différentes modalités sont portées à la connaissance du personnel de la Caisse Générale par ordre de service au moins quinze jours avant la date de clôture des inscriptions et, s'il s'agit d'un recrutement, par avis inséré au *Moniteur belge* dans le même délai. S'il le juge opportun, le directeur général les publiera, en outre, par tout autre moyen.

Art. 25. Les concours sont organisés soit, en vue de l'attribution d'un nombre préalablement déterminé d'emplois ou en vue de la constitution d'une réserve, soit, en vue de la réalisation simultanée de ces deux objectifs.

Art. 26. Les participants à un concours qui y obtiennent le minimum des points requis sont déclarés lauréats et sont classés selon l'importance des points qu'ils ont obtenus.

Ils constituent la réserve lorsque le concours avait pour but la constitution d'une pareille réserve.

Lorsque le concours avait pour unique but l'attribution d'un nombre déterminé d'emplois, ils sont considérés comme classés en ordre utile à concurrence du nombre de ces emplois. Les

2° het verlof voor het verrichten van sommige militaire prestaties;

3° het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

4° het verlof om sociale of gezinsredenen;

5° het verlof om een ambt uit te oefenen bij een ministerieel kabinet;

6° het verlof voor vakbondsopdrachten;

7° het verlof voor een opdracht.

De andere dienstonderbrekingen komen niet in aanmerking voor de berekening van de anciënniteit indien ze aan het toedoen of de fout van het personeelslid te wijten zijn.

HOOFDSTUK V. — Vergelijkende examens

Art. 21. Om aan een wervingsexamen te mogen deelnemen moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldoen;

5° niet de leeftijdsgrens hebben bereikt die bepaald is op 35 jaar voor de kandidaten voor een graad van niveau 1, en op 30 jaar voor de kandidaten voor een graad van de overige niveaus, op de dag waarop de inschrijvingen voor de examens worden gesloten. Nochtans, wanneer de aard van het ambt dat vereist, alsook in geval van toepassing van artikel 4, mag de raad van beheer een andere leeftijdsgrens vaststellen.

De voorwaarden betreffende de leeftijdsgrens zijn evenwel niet van toepassing op de kandidaten die reeds personeelslid of stagiaire bij de Algemene Kas zijn.

Wanneer met toepassing van artikel 5 of 6 tot werving zonder examen wordt overgegaan, moeten de kandidaten eveneens aan die voorwaarden voldoen; de raad van beheer mag evenwel een andere leeftijdsgrens vaststellen dan die welke in 5° hierboven wordt aangegeven.

Art. 22. Aan een wervingsexamen mogen deelnemen :

1° voor de graad van bureauchef : de houders van een diploma of getuigschrift van hoger onderwijs dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen;

2° voor de graden van attaché, informaticus A en vertaler-revisor : de houders van de diploma's door de raad van beheer bepaald volgens de aard van de betrekking waarin geworven wordt.

Art. 23. De raad van beheer bepaalt de modaliteiten van de vergelijkende examens, het programma ervan, de speciale voorwaarden waaraan de kandidaten eventueel moeten voldoen, alsook de samenstelling van de examencommissies.

De directeur-generaal wijst de leden van de examencommissies aan en stelt de termijn voor de inschrijvingen vast.

De raad van beheer sluit het proces-verbaal van het vergelijkend examen af.

Art. 24. De organisatie van de vergelijkende examens, de deelnemingsvoorwaarden en de nadere regelen worden bij dienstorder ter kennis van het personeel van de Algemene Kas gebracht ten minste vijftien dagen vóór de dag waarop de inschrijving wordt gesloten en, als het om een werving gaat, door middel van een bericht dat binnen dezelfde termijn in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt. Indien de directeur-generaal het dienstig acht, mag hij ze bovendien door enig ander middel bekendmaken.

Art. 25. De vergelijkende examens worden georganiseerd met de bedoeling hetzij een vooraf bepaald aantal betrekkingen te verlenen of een reserve aan te leggen hetzij beide doeleinden samen te verwezenlijken.

Art. 26. De deelnemers aan een vergelijkend examen, die daarin het vereiste minimum van de punten hebben behaald, worden verklaard geslaagd te zijn en worden gerangschikt volgens het aantal punten dat zij behaalden.

Wanneer het vergelijkend examen de samenstelling van een reserve tot doel had, vormen de geslaagden deze reserve.

Wanneer het vergelijkend examen alleen tot doel had een bepaald aantal betrekkingen te verlenen, worden de geslaagden geacht batig gerangschikt te zijn tot beloop van het aantal

lauréats non classés en ordre utile peuvent toutefois être admis au stage en remplacement de lauréats, classés en ordre utile, dont l'admission au stage ou la nomination est définitivement exclue.

Art. 21. La durée de validité de la réserve est fixée à trois ans à partir de la date de clôture du procès-verbal du concours.

Toutefois, au moment de l'organisation du concours ou pendant la durée de validité de la réserve, le conseil d'administration peut fixer une durée de validité plus longue ou, en une ou plusieurs fois, proroger celle-ci, sans que la durée totale puisse cependant excéder six ans.

Entre lauréats de deux ou plusieurs concours, les lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne ont priorité.

Le gestionnaire d'agence classé dans la réserve à l'issue d'un concours d'inspecteur adjoint d'agences conserve le bénéfice de la réussite de ce concours jusqu'au moment où il atteint l'âge de 50 ans.

CHAPITRE VI. — Du stage

Art. 28. La nomination à titre définitif n'est accordée au lauréat d'un concours de recrutement, de promotion ou de changement de grade ou à l'agent nommé sur comparaison des titres et des mérites, que s'il a satisfait à un stage d'une durée de présence effective d'un an dans les services, le grade de directeur excepté.

Les congés pour vacances annuelles et pour circonstances personnelles sont considérés comme une présence effective. Les autres absences entraînent, ensemble, une prolongation de la période de stage d'un mois par tranche de vingt et un jours d'absence.

Le conseil d'administration appelle au stage.

Art. 29. Lorsqu'il existe, pour les mêmes emplois, des lauréats d'une épreuve de recrutement et des lauréats d'une épreuve de promotion, la préférence, pour l'admission au stage, est accordée, alternativement, à un lauréat de l'épreuve de promotion et à un lauréat de l'épreuve de recrutement.

Lorsqu'un nombre déterminé d'emplois est réservé aux lauréats de chacune de ces épreuves, les emplois sont déclarés vacants selon la même alternance aussi longtemps qu'il existe des lauréats classés en ordre utile des deux épreuves.

A défaut de lauréats d'une épreuve, le conseil d'administration peut conférer les emplois qui leur étaient réservés aux lauréats d'une autre épreuve.

Art. 30. L'admission au stage se fait selon les nécessités du service et selon l'ordre de classement des lauréats, compte tenu, le cas échéant, de l'application de l'article 29.

Le lauréat, agent de la Caisse Générale ou non, qui demande pour des raisons de convenances personnelles, à ajourner son admission au stage et dont la demande est acceptée, perd le bénéfice de son rang de classement. Perd de même ce bénéfice, le lauréat qui a été déclaré temporairement inapte à l'examen médical. Dans un cas comme dans l'autre, il reprend rang avant les lauréats qui subsistent dans le classement, soit le jour où il renonce à ajourner son admission au stage, soit le jour où il est déclaré physiquement apte.

Art. 31. Le lauréat qui n'a pas la qualité d'agent de la Caisse Générale n'est admis au stage que s'il répond aux conditions énumérées à l'article 21, 1° à 4°, et s'il réunit les aptitudes physiques requises.

Ne réunit pas les aptitudes physiques requises celui qui souffre notamment d'une infirmité ou d'une affection stabilisée incompatible avec l'exercice normal des fonctions afférentes au grade à conférer lors du recrutement ainsi que celui qui ne répond pas, le cas échéant, aux conditions physiques particulières arrêtées par le conseil d'administration.

Le service médical du travail vérifie les aptitudes physiques; il peut déclarer les candidats temporairement inaptes pour une période ne dépassant pas un an.

Art. 32. Lorsqu'un candidat est déclaré inapte ou temporairement inapte, il peut, dans les dix jours de la notification écrite de cette décision, demander que les motifs ayant servi de base à celle-ci soient communiqués à un médecin de son choix. Ce médecin peut, dans les dix jours qui suivent la communication de ces motifs, réclamer un examen en consultation avec le médecin qui a pris la décision.

vacante concernées. De niet-batig gerangschikte geslaagden kunnen tot de stage toegelaten worden, in de plaats van batig gerangschikte geslaagden van wie de toelating tot de stage of benoeming definitief uitgesloten is.

Art. 27. De reserve blijft drie jaar geldig, te rekenen vanaf de datum van het afsluiten van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

Bij de organisatie van het vergelijkend examen of tijdens de geldigheidsduur van de reserve, mag de raad van beheer nochtans een langere geldigheidsduur vaststellen of die een of meer malen verlengen, zonder dat de totale duur evenwel zes jaar mag overtreffen.

Onder geslaagden van twee of meer examens, wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het examen waarvan het proces-verbaal op de eerst afgelegen datum is afgesloten.

De zaakgelastigde van agentschap die na aftoep van een vergelijkend examen voor adjunct-inspecteur van agentschappen in de reserve is opgenomen, behoudt het voordeel van zijn welslagen voor dat vergelijkend examen tot hij de leeftijd van 50 jaar bereikt.

HOOFDSTUK VI. — Stage

Art. 28. Hij die geslaagd is voor een vergelijkend examen voor werving, bevordering of verandering van graad of het personeelslid dat wordt benoemd na vergelijking van de aanspraken en verdiensten, wordt maar in vast verband benoemd indien hij voldaan heeft aan een stage gedurende welke hij een jaar werkelijk aanwezig is geweest in de diensten, met uitzondering voor de graad van directeur.

De jaarlijkse vakantie en het verlof voor persoonlijke aangelegenheden worden als werkelijke aanwezigheid beschouwd. De andere afwezigheden hebben samen een verlenging van de stage voor gevolg van één maand per schijf van eenentwintig dagen afwezigheid.

De raad van beheer roept op tot de stage.

Art. 29. Wanneer er voor dezelfde betrekkingen gegadigden zijn die voor een wervingsexamen en andere die voor een bevorderingsexamen geslaagd zijn, wordt voor de toelating tot de stage afwisselend de voorkeur gegeven aan een geslaagde van het bevorderingsexamen en aan een geslaagde van het wervingsexamen.

Is een bepaald aantal betrekkingen bestemd voor geslaagden van elk van die examens, dan worden de betrekkingen evenzo afwisselend vacant verklaard zolang er in batige orde gerangschikte geslaagden van beide examens voorhanden zijn.

Bij gebrek aan geslaagden van een examen mag de raad van beheer de betrekkingen die voor de geslaagden van dat examen waren bestemd, verlenen aan geslaagden van het andere.

Art. 30. Gegadigden worden naar gelang van de behoeften van de dienst en volgens hun rangschikking tot de stage toegelaten eventueel met inachtneming van de toepassing van artikel 29.

De geslaagde, al dan niet personeelslid van de Algemene Kas, die om persoonlijke redenen vraagt dat zijn toelating tot de stage uitgesteld wordt en aan wiens verzoek wordt voldaan, verliest het voordeel van zijn plaats in de rangschikking. Dat voordeel verliest ook de geslaagde die bij het geneeskundig onderzoek tijdelijk ongeschikt wordt verklaard. In beide gevallen neemt de betrokkene opnieuw rang in vóór de geslaagden die in de rangschikking overblijven, hetzij de dag waarop hij te kennen geeft dat hij tot de stage toegelaten wil worden, hetzij de dag waarop hij lichamenlijk geschikt wordt verklaard.

Art. 31. De geslaagde die geen personeelslid van de Algemene Kas is, wordt slechts tot de stage toegelaten indien hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 21, 1° tot 4°, en de vereiste lichamenlijke geschiktheid bezit.

Bezit de lichamenlijke geschiktheid niet de gegadigde die inzonderheid lijdt aan een gebrek of aan een gestabiliseerde kwaal die onverenigbaar is met de normale uitoefening van het ambt verbonden aan de graad waarvoor de werving plaatsheeft, en evenmin hij die in voorkomend geval niet voldoet aan de speciale door de raad van beheer gestelde lichamenlijke eisen.

De bedrijfsgeneeskundige dienst verricht het onderzoek naar de lichamenlijke geschiktheid. Hij kan de gegadigden tijdelijk ongeschikt verklaren voor een periode van ten hoogste één jaar.

Art. 32. Wanneer een kandidaat ongeschikt of tijdelijk ongeschikt verklaard wordt, dan kan deze, binnen tien dagen nadat hem schriftelijk van die beslissing kennis is gegeven, vragen dat de redenen ervan worden meegedeeld aan een geneesheer van zijn keuze. Die geneesheer kan, binnen tien dagen na de mededeling van die redenen, een onderzoek eisen in consult met de geneesheer die de beslissing heeft genomen.

Si le médecin examinateur et le médecin choisi par le candidat sont d'accord, la conclusion de l'examen médical est, soit maintenue, soit modifiée en conséquence.

En cas de désaccord, ils soumettent conjointement le dossier à l'arbitrage d'un médecin, choisi de commun accord, qui prend la décision définitive. A défaut d'accord sur le choix de ce médecin, la Caisse Générale désigne un des médecins chargés de vérifier les aptitudes physiques des candidats agents de l'Etat.

Art. 33. Le directeur général organise le stage.

Art. 34. Le conseil d'administration peut mettre fin au stage au cours de celui-ci pour cause d'inaptitude, soit par licenciement avec un préavis de trois mois, soit, s'il s'agit d'un agent de la Caisse Générale, en remplaçant l'intéressé au grade dont il était titulaire antérieurement. Cette décision est prise conformément à la procédure prévue aux articles 35 et 37.

Le conseil peut mettre fin au stage, par licenciement sans préavis, pour tout acte fautif commis dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci ainsi que pour tout acte qui compromet le bon renom de l'Institution.

Le directeur dont le stagiaire relève établit un rapport circonstancié relatif à l'acte fautif.

Ce rapport est communiqué à une commission de trois directeurs, dont le directeur qui a le service du personnel dans ses attributions, ou son délégué, et le directeur qui a établi le rapport; le chef du service juridique, ou son délégué, assiste aux réunions avec voix consultative.

La commission entend le stagiaire et, le cas échéant, propose ensuite le licenciement sans préavis au directeur général.

Cette proposition est communiquée au stagiaire; il dispose d'un délai de trois jours ouvrables, non compris le jour de la remise de la proposition, pour se pourvoir en appel auprès du directeur général.

Celui-ci entend le requérant en présence d'au moins un membre de la commission qui a établi la proposition.

Devant la commission et en appel, le stagiaire peut se faire assister par un membre du personnel.

Le cas du stagiaire qui faisait déjà partie du personnel de la Caisse Générale relève de la discipline de l'Institution.

Art. 35. A l'issue du stage, le directeur dont l'intéressé relève établit, après avis des supérieurs hiérarchiques du stagiaire, un rapport final du stage qu'il adresse au directeur général. Le rapport spécifie si le stagiaire convient ou ne convient pas pour l'emploi et conclut soit à l'admission, soit à une prolongation du stage pour une période ne dépassant pas six mois, soit au licenciement avec un préavis de trois mois, soit, s'il s'agit d'un agent de la Caisse Générale, au maintien dans le grade dont l'agent était titulaire antérieurement.

Art. 36. Pour l'application des articles 34 et 35, le directeur empêché est remplacé par un premier conseiller appartenant à la même direction, ou, s'il n'existe pas de premier conseiller ou s'il est empêché, par un autre directeur.

Art. 37. Le rapport de stage qui spécifie que le stagiaire ne convient pas, est communiqué à l'intéressé avant que le directeur général ne propose une décision au conseil d'administration. L'intéressé dispose d'un délai de trois jours ouvrables, non compris le jour de la remise du rapport, pour introduire, par la voie hiérarchique, auprès du directeur général une demande en révision, écrite et motivée, de la conclusion du rapport.

Le directeur général statue, le requérant entendu ou dûment appelé, en présence du directeur qui a établi le rapport, ou de son délégué, et des supérieurs hiérarchiques qui ont émis l'avis, ou d'au moins l'un d'eux, ainsi que du directeur qui a le service du personnel dans ses attributions, ou de son délégué.

Le requérant peut se faire assister par un membre du personnel.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 38. L'agent qui a atteint l'ancienneté requise par les articles 14 ou 15 pour accéder par promotion au grade supérieur à une date qui se situe entre le 1^{er} janvier 1970 et l'entrée en vigueur du présent arrêté, est nommé avec effet rétroactif à cette date. Lorsque le conseil d'administration considère, en outre, pour

Indien de onderzoekende geneesheer en de door de kandidaat gekozen geneesheer het eens zijn, wordt de conclusie van het geneeskundig onderzoek ofwel gehandhaafd, ofwel dienovereenkomstig gewijzigd.

Indien zij het niet eens zijn, onderwerpen zij samen het dossier aan de arbitrage van een in gemeen overleg gekozen geneesheer, die de eindbeslissing treft. Indien er geen overeenstemming is betreffende de keuze van die geneesheer, duidt de Algemene Kas één van de geneesheren aan belast met de controle op de lichamelijke geschiktheid van gegadigden voor het rijkspersoneel.

Art. 33. De directeur-generaal organiseert de stage.

Art. 34. De raad van beheer mag een einde aan de stage maken wegens ongeschiktheid van de stagiair, hetzij door ontslag met drie maanden opzegging, hetzij, indien het een personeelslid van de Algemene Kas betreft, door terugplaatsing van de betrokkene in zijn vroegere graad. Die beslissing wordt getroffen overeenkomstig de procedure bepaald in de artikelen 35 en 37.

De raad mag een einde aan de stage maken door ontslag zonder opzegging voor elke fout begaande gedurende of ter gelegenheid van de stage, zomede voor elke daad die de goede naam van de instelling in opspraak brengt.

De directeur onder wie de stagiair ressorteert, maakt een omstandig rapport op met betrekking tot de begane fout.

Dat rapport wordt voorgelegd aan een commissie van drie directeurs, onder wie de directeur tot wiens bevoegdheid de personeeldienst behoort, of diens gemachtigde, en de directeur die het rapport heeft opgemaakt; de chef van de juridische dienst, of diens gemachtigde, woont de vergaderingen bij met raadgevende stem.

De commissie hoort de stagiair en stelt daarna, in voorkomend geval, het ontslag zonder opzegging voor aan de directeur-generaal.

Dat voorstel wordt ter kennis van de stagiair gebracht; hij beschikt over een termijn van drie werkdagen, niet inbegrepen de dag waarop het voorstel hem ter hand is gesteld, om beroep bij de directeur-generaal in te stellen.

Deze hoort de verzoeker in bijzijn van ten minste één lid van de commissie die het voorstel heeft gedaan.

Vóór de commissie en in beroep mag de stagiair zich door een personeelslid laten bijstaan.

Het geval van de stagiair die reeds tot het personeel van de Algemene Kas behoorde valt onder de tuchtregeling van de Instelling.

Art. 35. Bij het einde van de stage maakt de directeur onder wie de betrokkene ressorteert, na advies van de hiërarchische meederen van de stagiair, een eindrapport over de stage op dat hij aan de directeur-generaal doet toekomen. Het rapport geeft aan of de stagiair al dan niet voor de betrekking geschikt is en besluit ofwel tot aanstelling, ofwel tot verlenging van de stage voor een periode van ten hoogste zes maanden, ofwel tot ontslag met drie maanden opzegging, ofwel, als het gaat om een personeelslid van de Algemene Kas, tot behoud in de graad welke het personeelslid vroeger bekleedde.

Art. 36. Voor de toepassing van de artikelen 34 en 35 wordt de directeur die verhinderd is vervangen door een eerste adviseur van dezelfde directie of, als er geen eerste adviseur is of als deze verhinderd is, door een andere directeur.

Art. 37. Het rapport over de stage dat aangeeft dat de stagiair niet geschikt is wordt aan de betrokkene medegedeeld vooraleer de directeur-generaal aan de raad van beheer een beslissing voorstelt. Hij beschikt over drie werkdagen, die van de overhandiging van het rapport niet medegerekend, om langs hiërarchische weg een schriftelijk en gemotiveerd verzoek tot herziening van het besluit van het rapport in te dienen bij de directeur-generaal.

De directeur-generaal doet uitspraak, de verzoeker gehoord of behoorlijk opgeroepen, in bijzijn van de directeur die het rapport heeft opgemaakt of van diens gemachtigde, en van de hiërarchische meederen, of ten minste één van hen, die het advies hebben uitgebracht, alsook van de directeur tot wiens bevoegdheid de personeeldienst behoort of van diens gemachtigde.

De verzoeker mag zich laten bijstaan door een personeelslid.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 38. Het personeelslid dat de anciënniteit die door de artikelen 14 of 15 vereist wordt om door bevordering naar de hogere graad over te gaan, bereikt heeft op een datum tussen 1 januari 1970 en het in werking treden van dit besluit, wordt benoemd met terugwerking op die datum. Indien de raad van beheer, boven-

un grade à attribuer sur base d'autres dispositions, que l'emploi est vacant depuis une date qui se situe dans la même période, il peut conférer un effet rétroactif à la nomination.

Les nominations visées à l'alinéa précédent sont soumises aux dispositions de l'article 11, étant entendu que les signalements exprimés antérieurement en points sont assimilés au signalement « très bon » lorsqu'ils atteignent au moins 83 p.c. du total des points; les signalements attribués en application de l'article 15, alinéa 1er de l'arrêté royal du 12 novembre 1970 relatif au signalement du personnel de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite sont, à cet égard, censés avoir été attribués également en 1969, lorsque l'agent n'a pas été signalé sur base de l'article 15, alinéa 2; les signalements attribués sur cette dernière base sont censés avoir été attribués en 1969.

L'agent qui a atteint l'ancienneté requise par les articles 14 ou 15 pour accéder par promotion au grade supérieur avant le 1er janvier 1970 est nommé à cette dernière date. S'il ne réunit pas les conditions de signalement à ce moment, le 1er janvier est censé être la date anniversaire de sa nomination pour l'application de l'article 11, alinéa 3.

Art. 39. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1972, à l'exclusion de l'article 2, alinéa 1er, qui produit ses effets au 1er janvier 1970.

Art. 40. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

Annexe I

à l'arrêté royal portant fixation de certaines dispositions statutaires du personnel de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Tableau des grades
(Classement alphabétique dans chacun des rangs)

A. Personnel administratif

Niveau I

Rang	
17	Directeur général.
16	Directeur général adjoint.
15	Directeur. Secrétaire général.
14	Premier conseiller.
13	Conseiller principal. Informaticien D. Sous-directeur. (Les grades supprimés (1) de conseiller de direction et d'inspecteur général sont rattachés au rang 13).
12	Chef de service. Conseiller. Informaticien C. Inspecteur d'agences.
11	Chef de service adjoint. Conseiller adjoint. Informaticien B. Inspecteur adjoint d'agences de 1re classe. Traducteur réviseur principal.
10	Attaché. Chef de bureau. Gestionnaire d'agence de 1re catégorie. Informaticien A. Inspecteur adjoint d'agences de 2e classe. Traducteur réviseur.

dien, voor een volgens andere bepalingen toe te kennen graad, oordeelt dat de betrekking vacant is sedert een datum die binnen dezelfde periode valt, kan hij met terugwerking benoemen.

De in het voorgaande lid bedoelde benoemingen zijn onderworpen aan de bepalingen van artikel 11, met dien verstande dat de beoordelingen die voorheen in punten uitgedrukt waren, gelijkgesteld worden met de beoordeling « zeer goed » indien zij ten minste 83 pct. van het puntentotaal bereiken; de beoordelingen die toegekend werden bij toepassing van artikel 15, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 november 1970 betreffende de beoordeling van het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, worden, in dat opzicht, geacht ook toegekend te zijn in 1969, indien het personeelslid niet beoordeeld werd overeenkomstig artikel 15, tweede lid; de overeenkomstig deze laatste bepaling toegekende beoordelingen worden geacht toegekend te zijn in 1969.

Het personeelslid dat de anciënniteit, door de artikelen 14 of 15 vereist om door bevordering naar de hogere graad over te gaan bereikt heeft vóór 1 januari 1970, wordt op die laatste datum benoemd. Voldoet het op dat tijdstip niet aan de beoordelingsvoorwaarden, dan wordt 1 januari als verjaardag van zijn benoeming beschouwd voor de toepassing van artikel 11, derde lid.

Art. 39. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1972, met uitzondering van artikel 2, eerste lid, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1970.

Art. 40. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,

Bijlage I

bij het koninklijk besluit houdende vaststelling van sommige statutaire bepalingen voor het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Tabel van de graden
(Alfabetisch gerangschikt in iedere rang)

A. Administratief personeel

Niveau I

Rang	
17	Directeur-generaal.
16	Adjunct-directeur-generaal.
15	Directeur. Secretaris-generaal.
14	Eerste adviseur.
13	Eerstaanwendend adviseur. Informaticus D. Onderdirecteur. (De afgeschafte graden (1) van directieadviseur en inspecteur-generaal worden opgenomen in rang 13).
12	Adviseur. Dienstchef. Informaticus C. Inspecteur van agentschappen.
11	Adjunct-adviseur. Adjunct-dienstchef. Adjunct-inspecteur agentschappen 1e klasse. Eerstaanwendend vertaler-revisor. Informaticus B.
10	Adjunct-inspecteur agentschappen 2e klasse. Attaché. Bureauchef. Informaticus A. Vertaler-revisor. Zaakgelastigde agentschap 1e categorie.

Rang	Niveau 2
24	Gestionnaire adjoint d'agence de 1re catégorie. Gestionnaire d'agence de 2e catégorie.
23	Conseiller technique. Ingénieur technicien. Rédacteur publicitaire.
22	Analyste. Assistant social de 1re classe. Chef infirmière. Controller. Gérant du mess. Gestionnaire adjoint d'agence de 2e catégorie. Gestionnaire d'agence de 3e catégorie. Gestionnaire d'agence de 4e catégorie. Traducteur. (Le grade supprimé (1) de moniteur est rattaché au rang 22).
21	Assistant social. Gérant adjoint du mess. Gestionnaire adjoint d'agence de 3e catégorie. Infirmière. Traducteur adjoint.
20	Chef opérateur mécanographe. Commis technique. Commis technique d'agence. Programmeur. (Le grade supprimé (1) de correspondant est rattaché au rang 20).

Rang	Niveau 3
35	Dessinateur.
34	Secrétaire de direction.
31	Commis. Commis dactylographe. Commis d'agence. Opérateur mécanographe. Premier mécanographe spécialiste. Sténodactylographe. Surveillant.

Rang	Niveau 4
42	Classeur expéditionnaire. Dactylographe. Demoiselle de réception. Huisier. Mécanographe. Téléphoniste.
41	Messageur

B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service

Rang	Niveau 3
35	Chef adjoint de l'imprimerie. Chef d'atelier de l'imprimerie. Chef de l'imprimerie.
34	Chef conducteur de presse. Chef cuisinier. Chef d'atelier électricien. Chef d'atelier mécanicien. Chef du garage. Chef relieur brocheur. Chef typographe. Contremaitre électricien. Contremaitre mécanicien.
33	Chef d'atelier menuisier. Chef d'atelier peintre. Chef d'atelier plombier. Chef de chaufferie. Premier conducteur d'auto.
32	Chef d'atelier vitrier. Chef d'équipe électricien. Chef d'équipe mécanicien. Chef d'équipe offset. Chef maçon.

Rang	Niveau 2
24	Adjunct-zaakgelastigde agentschap 1e categorie. Zaakgelastigde agentschap 2e categorie.
23	Copywriter. Technisch adviseur. Technisch ingenieur.
22	Adjunct-zaakgelastigde agentschap 2e categorie. Analist. Controller. Gerant van de kantine. Hoofdverpleegster. Maatschappelijk assistent 1e klasse. Vertaler. Zaakgelastigde agentschap 3e categorie. Zaakgelastigde agentschap 4e categorie. (De afgeschafte graad (1) van moniteur wordt opgenomen in rang 22).
21	Adjunct-gerant van de kantine. Adjunct-vertaler. Adjunct-zaakgelastigde agentschap 3e categorie. Maatschappelijk assistent. Verpleegster.
20	Hoofdoperateur-mechanograaf. Programmeur. Technisch klerk. Technisch klerk van agentschappen. (De afgeschafte graad (1) van correspondent wordt opgenomen in rang 20).

Rang	Niveau 3
35	Tekenaar.
34	Directiesecretaresse.
31	Agentschapsklerk. Eerste mechanograaf specialist Klerk. Klerk-typist. Operateur mechanograaf. Opzichter. Stenotypiste.

Rang	Niveau 4
42	Deurwachter. Klasseerder-kopiist. Mechanograaf. Onthaalfuffrouw. Telefoniste. Typiste.
41	Bode.

B. Meesters-, vak- en dienstpersoneel

Rang	Niveau 3
35	Adjunct-chef van de drukkerij. Chef van de drukkerij. Werkplaatschef van de drukkerij.
34	Chef-kok. Chef van de garage. Inbinders- en innaalersbaas. Letterzetersbaas. Meestergast-elektricien. Meestergast-mecanicien. Persleidersbaas. Werkmeester-elektricien. Werkmeester-mecanicien.
33	Chef stookplaats. Eerste autobestuurder. Loodgietersbaas. Schildersbaas. Schrijnwerkersbaas.
32	Fotografeerder. Gespecialiseerd inbinder. Gietter Monotype. Glazenmakersbaas. Linotypist.

Rang

- Chef magasinier de l'imprimerie.
 Conducteur de presse deux couleurs.
 Conducteur offset.
 Imposeur.
 Linotypiste.
 Metteur en page.
 Monotypiste fondeur.
 Photographe.
 Relieur spécialiste.
 Rotativiste.
- 31 Aide rotativiste.
 Brocheur spécialiste.
 Chef d'équipe de chaufferie.
 Chef magasinier des bâtiments.
 Clicheur.
 Conducteur d'auto mécanicien.
 Conducteur de presse.
 Electricien spécialiste.
 Mécanicien spécialiste.
 Premier cuisinier.
 Premier menuisier.
 Premier peintre.
 Premier plombier.
 Relieur.
 Rogneur.
 Typographe.
 Vitrier spécialiste.
- 30 Brocheur.
 Cuisinier.
 Electricien.
 Maçon.
 Magasinier.
 Mécanicien.
 Menuisier.
 Monteur en chauffage.
 Opérateur offset.
 Pédaliste.
 Peintre.
 Plombier.
 Premier jardinier.
 Tapisser.
 Vitrier.

Niveau 4

Rang

- 42 Aide-brocheur.
 Aide-électricien.
 Aide-maçon.
 Aide-magasinier.
 Aide-mécanicien.
 Aide-opérateur offset.
 Aide-tapisser.
 Aide-vitrier.
 Chauffeur de chaufferie.
 Chef d'équipe d'hommes d'ouvrage.
 Conducteur d'auto.
 Contremaître.
 Jardinier.
 Numéroteur de livrets.
 Portier.
- 40 Femme d'ouvrage.
 Fille de cuisine.
 Homme d'ouvrage.
 Plongeur du mess.
 Veilleur de nuit.

(1) Les grades supprimés ne peuvent plus être conférés à l'avenir. Toutefois, les titulaires des grades supprimés conservent ces grades ainsi que le traitement y attaché.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 mai 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
 Le Ministre des Finances,

Rang

- Magazijnmeester drukkerij.
 Metselaarsbaas.
 Offsetdrukker.
 Persleider tweekleurendruk.
 Ploegbaas-elektricien.
 Ploegbaas-mecanicien.
 Ploegbaas-offsetdrukker.
 Rotatiepersdrukker.
 Tekstopmaker.
 Vormopmaker.
- 31 Afsnijder.
 Autobestuurder-mecanicien.
 Clicheerder.
 Eerste kok.
 Eerste loodgieter.
 Eerste schilder.
 Eerste schrijnwerker.
 Gespecialiseerd elektricien.
 Gespecialiseerd glazenmaker.
 Gespecialiseerd innaaier.
 Gespecialiseerd mecanicien.
 Helper-rotatiepersdrukker.
 Hoofdmagazijnbediende gebouwen.
 Inbinder.
 Persleider.
 Ploegbaas stookplaats.
 Typograaf.
- 30 Behanger.
 Degeldrukker.
 Eerste tuinier.
 Elektricien.
 Glazenmaker.
 Innaaier.
 Kok.
 Loodgieter.
 Magazijnbediende.
 Mecanicien.
 Metselaar.
 Operateur offset.
 Schilder.
 Schrijnwerker.
 Verwarmingsmonteur.

Niveau 4

Rang

- 42 Autobestuurder.
 Hulpbehanger.
 Hulpelektricien.
 Hulpglazenmaker.
 Hulpinnaaier.
 Hulpmagazijnbediende.
 Hulpmecanicien.
 Hulpmetselaar.
 Hulpoperateur offset.
 Nummeraar spaarboekjes.
 Ploegbaas sjouwers.
 Portier.
 Stoker.
 Tuinier.
 Werkmesteres.
- 40 Bordenwasser.
 Keukenmeid.
 Nachtwaker.
 Sjouwer.
 Werkvrouw.

(1) De afgeschafte graden mogen voortaan niet meer toegerekend worden. De houders van de afgeschafte graden behouden echter deze graden alsook de hieraan verbonden wedde.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
 De Minister van Financiën,

A. VLERICK

Annexe II

à l'arrêté royal portant fixation de certaines dispositions statutaires du personnel de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Liste des grades de recrutement
(Classement alphabétique dans chacun des rangs)

A. Personnel administratif

Niveau 1

Rang

- 15 Directeur.
10 Attaché.
Chef de bureau.
Gestionnaire d'agence de 1re catégorie.
Informaticien A.
Traducteur réviseur.

Niveau 2

Rang

- 24 Gestionnaire adjoint d'agence de 1re catégorie.
Gestionnaire d'agence de 2e catégorie.
23 Conseiller technique.
Ingénieur technicien.
Rédacteur publicitaire.
22 Gestionnaire adjoint d'agence de 2e catégorie.
Gestionnaire d'agence de 3e catégorie.
Gestionnaire d'agence de 4e catégorie.
21 Assistant social.
Gestionnaire adjoint d'agence de 3e catégorie.
Infirmière.
Traducteur adjoint.
20 Commis technique.
Programmeur.

Niveau 3

Rang

- 35 Dessinateur.
34 Secrétaire de direction.
31 Commis.
Commis dactylographe.
Commis d'agence.
Sténodactylographe.

Niveau 4

Rang

- 42 Classeur expéditionnaire.
Dactylographe.
Mécanographe.
Téléphoniste.

B. Personnel de maîtrise, gens de métier et de service

Niveau 3

Rang

- 34 Chef cuisinier.
Chef du garage.
32 Conducteur de presse deux couleurs.
Conducteur offset.
Imposeur.
Linotypiste.
Metteur en page.
Monotypiste fondeur.
Photogaveur.
Rotativiste.
31 Aide-rotativiste.
Clicheur.
Conducteur d'auto mécanicien.
Typographe.
30 Brocheur.
Cuisinier.
Electricien.
Maçon.
Mécanicien.

Bijlage II

bij het koninklijk besluit houdende vaststelling van sommige statutaire bepalingen voor het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Lijst van de graden waarin geworven wordt
(Alfabetisch gerangschikt in iedere rang)

A. Administratief personeel

Niveau 1

Rang

- 15 Directeur.
10 Attaché.
Bureauchef.
Informaticus A.
Vertaler-revisor.
Zaakgelastigde agentschap 1e categorie.

Niveau 2

Rang

- 24 Adjunct-zaakgelastigde agentschap 1e categorie.
Zaakgelastigde agentschap 2e categorie.
23 Copywriter.
Technisch adviseur.
Technisch ingenieur.
22 Adjunct-zaakgelastigde agentschap 2e categorie.
Zaakgelastigde agentschap 3e categorie.
Zaakgelastigde agentschap 4e categorie.
21 Adjunct-vertaler.
Adjunct-zaakgelastigde agentschap 3e categorie.
Maatschappelijk assistent.
Verpleegster.
20 Programmeur.
Technisch klerk.

Niveau 3

Rang

- 35 Tekenaar.
34 Directiesecretaresse.
31 Agentschapsklerk.
Klerk.
Klerk-typist.
Stenotypist.

Niveau 4

Rang

- 42 Klasseerder-kopiist.
Mechanograaf.
Telefonist.
Typist.

B. Meesters, vak- en dienstpersoneel

Niveau 3

Rang

- 34 Chef-kok.
Chef van de garage.
32 Fotografeerder.
Gieter Monotype.
Linotypist.
Offsetdrukker.
Persleider tweekleurendruk.
Rotatiepersdrukker.
Tekstopmaker.
Vormopmaker.
31 Autobestuurder-mechanicien.
Clicheerder.
Helper-rotatiepersdrukker.
Typograaf.
30 Behanger.
Degeldrukker.
Elektricien.
Glazenmaker.
Innaaier.

<p>Rang</p> <p>Menuisier. Monteur en chauffage. Pédaliste. Peintre. Plombier. Tapissier. Vitrier.</p> <p style="text-align: center;">Niveau 4</p> <p>Rang</p> <p>42 Conducteur d'auto. Jardinier.</p> <p>40 Femme d'ouvrage. Homme d'ouvrage. Veilleur de nuit.</p>	<p>Rang</p> <p>Kok. Loodgieter. Mecanicien. Metselaar. Schilder. Schrijnwerker. Verwarmingsmonteur.</p> <p style="text-align: center;">Niveau 4</p> <p>Rang</p> <p>42 Autobestuurder. Tuinier.</p> <p>40 Nachtwaker. Sjouwjer. Werkvrouw.</p>
Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 mai 1972.	Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 mei 1972.
BAUDOUIN	BOUDEWIJN
Par le Roi : Le Ministre des Finances,	Van Koningswege : De Minister van Financiën,
A. VLERICK	

Annexe III

à l'arrêté royal portant fixation de certaines dispositions statutaires du personnel de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Tableau

des grades donnant accès au niveau 1 par promotion (à l'exclusion du grade de gestionnaire d'agence de 1ère catégorie) et donnant accès aux différents grades de ce niveau par avancement ou changement de grade..

1	2	3	4
Rang	Grades à conférer (classement par ordre alphabétique dans chacun des rangs)	Grades et qualifications donnant accès par promotion aux grades mentionnés dans la colonne 2	Grades et qualifications donnant accès par changement de grade aux grades mention- nés dans la colonne 2
15	Secrétaire général		Directeur
14	Premier conseiller	Les grades du rang 13 (1)	
13	Conseiller principal	Conseiller	
	Informaticien D	Informaticien C	
	Sous-directeur	Chef de service	
12	Chef de service	Inspecteur d'agences	
		Chef de service adjoint	
		Informaticien B (2) (3)	
		Inspecteur adjoint d'agences de 1ère classe (2)	
		Traducteur reviseur principal	
	Conseiller	Conseiller adjoint	
	Informaticien C	Informaticien B (4)	
	Inspecteur d'agences	Inspecteur adjoint d'agences de 1ère classe	
11	Chef de service adjoint	Chef de bureau	
	Conseiller adjoint	Attaché	
	Informaticien B	Informaticien A	
	Inspecteur adjoint d'agen- ces de 1ère classe	Inspecteur adjoint d'agences de 2ème classe	
	Traducteur reviseur princi- pal	Traducteur reviseur	
10	Chef de bureau	(Par concours) Les grades du niveau 2 (5) Les grades des niveaux 3 (6) et 4 (6)	
	Informaticien A	(Par concours) Analyste, contrôleur ou conseiller technique au centre de traite- ment de l'information (7)	
	Inspecteur adjoint d'agen- ces de 2ème classe	(Par concours) L'agent qui a été lauréat d'un concours de promotion au grade de chef de bureau. L'agent qui a été lauréat d'un concours de gestionnaire d'agence	(Par concours) Chef de bureau Autres grades du rang 10 (8)

Bijlage III

bij het koninklijk besluit houdende vaststelling van sommige statutaire bepalingen voor het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Tabel

van de graden die toegang verlenen tot niveau 1 door bevordering (met uitzondering van de graad van zaakgelastigde agentschap 1e categorie) en toegang verlenen tot de onderscheiden graden van dat niveau door bevordering of door verandering van graad.

1	2	3	4
Rang	Toe te kennen graden (alfabetisch gerangschikt in iedere rang)	Graden en kwalificaties die door bevordering toegang verlenen tot de in kolom 2 vermelde graden	Graden en kwalificaties die door verandering van graad toegang verlenen tot de in kolom 2 vermelde graden
15	Secretaris-generaal		Directeur
14	Eerste adviseur	De graden van de rang 13 (1)	
13	Eerstaanwend adviseur Informaticus D Onderdirecteur	Adviseur Informaticus C Dienstchef Inspecteur van agentschappen	
12	Adviseur Dienstchef	Adjunct-adviseur Adjunct-dienstchef Informaticus B (2) (3) Inspecteur van agentschappen 1e klasse (2) Eerstaanwend vertaler-revisor Informaticus B (4)	
11	Informaticus C Inspecteur van agentschappen Adjunct-adviseur Adjunct-dienstchef Adjunct-inspecteur van agentschappen 1e klasse Eerstaanwend vertaler-revisor Informaticus B	Adjunct-inspecteur van agentschappen 1e klasse Attaché Bureauchef Adjunct-inspecteur van agentschappen 2e klasse Vertaler-revisor Informaticus A	
10	Adjunct-inspecteur van agentschappen 2e klasse Bureauchef Informaticus A	(Door vergelijkend examen) Geslaagde van een bevorderingsexamen voor de graad van bureauchef Geslaagde van een vergelijkend examen voor zaakgelastigde van agentschap (Door vergelijkend examen) De graden van niveau 2 (5) de graden van niveaus 3 (6) en 4 (6) (Door vergelijkend examen) Analist, controleur of technisch adviseur bij het centrum voor informatieverwerking (7)	(Door vergelijkend examen) Bureauchef De andere graden van rang 10 (8)

(1) Pour un emploi à occuper à l'Actuariat, au Service des Etudes Economiques et au Service Juridique l'intéressé doit avoir été précédemment affecté au service en cause, dans un emploi du niveau 1, pendant au moins huit ans. Si aucun candidat ne réunit cette condition, il peut être dérogé à la durée au profit d'un candidat qui a été affecté au service en cause pendant au moins quatre ans.

(2) Pour autant que l'intéressé ait été lauréat d'un concours de chef de bureau.

(3) Pour autant que l'intéressé n'ait pas accès au grade d'informaticien C parce qu'il n'est pas en possession du diplôme requis.

(4) Pour autant que l'intéressé soit en possession du diplôme requis, conformément à l'article 22, 2° pour accéder au grade d'informaticien A par voie de recrutement.

(5) Pour autant que l'intéressé soit âgé d'au moins 22 ans le jour de la clôture des inscriptions au concours.

(1) Om een betrekking te kunnen bekleden bij het Actuarieat, de Economische Studiën en de Juridische dienst moet de gegadigde in de betrokken dienst in een betrekking van niveau 1 gedurende minstens 8 jaar tewerkgesteld zijn geweest. Indien geen enkele kandidaat aan die voorwaarden voldoet mag er van de duur afgeweken worden ten gunste van de kandidaat die bij de betrokken dienst ten minste vier jaar tewerkgesteld was.

(2) Voor zover de betrokkene een geslaagde is voor een vergelijkend examen voor bureauchef.

(3) Voor zover de betrokkene geen toegang heeft tot de graad van informaticus C doordat hij geen houder is van het vereiste diploma.

(4) Voor zover de betrokkene houder is van het diploma dat overeenkomstig artikel 22, 2° vereist is om door werving opgenomen te worden in de graad van informaticus A.

(5) Voor zover de betrokkene ten minste 22 jaar is op de dag dat de inschrijvingen voor het vergelijkend examen afgesloten worden.

(6) Pour autant que l'intéressé soit porteur d'un diplôme ou certificat de fin d'études d'enseignement supérieur autorisant l'admission aux emplois du niveau 1 dans les administrations de l'Etat ou qu'il fasse partie d'une réserve de promotion ou de recrutement en vue de l'accession à un grade du niveau 2; il doit être âgé d'au moins 22 ans le jour de la clôture des inscriptions au concours.

(7) Pour autant que l'intéressé ait au moins une ancienneté, au total, de quatre ans de service comme controller, analyste ou conseiller technique le jour de la clôture des inscriptions au concours.

(8) Pour autant que l'intéressé ait été lauréat d'un concours de gestionnaire d'agence.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 mai 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

(6) Voor zover de betrokkene houder is van een diploma of getuigschrift van hoger onderwijs dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 in de Rijksbesturen of dat hij deel uitmaakt van een bevorderings- of van een werfreserve met het oog op de overgang naar een graad van niveau 2; hij moet ten minste 22 jaar zijn op de dag dat de inschrijvingen voor het vergelijkend examen afgesloten worden.

(7) Voor zover de betrokkene ten minste een totale anciënniteit heeft van vier jaar als controller, analist of technisch adviseur op de dag dat de inschrijvingen voor het vergelijkend examen afgesloten worden.

(8) Voor zover de betrokkene een geslaagde is van een vergelijkend examen voor zaakgelastigde van agentschap.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 19 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,

A. VLERICK

23 JUNI 1972

Arrêté royal fixant le maximum des droits de magasin dans les entrepôts publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 mars 1846 (1) relative aux entrepôts de commerce, notamment les articles 22 et 37;

Vu la loi du 6 août 1849 (2) sur le transit, notamment l'article 20, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1951 (3) ratifié par la loi du 24 juin 1952 (4);

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1847 (5) portant règlement général sur le service des entrepôts des douanes, modifié notamment par l'arrêté royal du 2 juillet 1957 (6) et spécialement les articles 155, 205 à 213bis, 223 et 238;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

23 JUNI 1972

Koninklijk besluit tot vaststelling van het maximum der magazijnrechten in de openbare entrepots

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 maart 1846 (1) betreffende de handels-entrepots, inzonderheid op de artikelen 22 en 37;

Gelet op de wet van 6 augustus 1849 (2) op de doorvoer, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1951 (3) dat bekrachtigd werd door de wet van 24 juni 1952 (4);

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1847 (5) houdende algemeen reglement op de dienst van de douane-entrepots, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 juli 1957 (6) en inzonderheid op de artikelen 155, 205 tot en met 213bis, 223 en 238;

Gelet op de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

(1) *Moniteur belge* du 5 mars 1846.
(2) *Moniteur belge* du 7 août 1849.
(3) *Moniteur belge* des 12-13 mars 1951.
(4) *Moniteur belge* du 26 juillet 1952.
(5) *Moniteur belge* du 5 août 1847.
(6) *Moniteur belge* du 17 juillet 1957.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 5 maart 1846.
(2) *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 1849.
(3) *Belgisch Staatsblad* van 12-13 maart 1951.
(4) *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1952.
(5) *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1847.
(6) *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1957.